Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 131 (1986)
Heft: 12

Artikel: L'intervention soviétique en Afghanistan dans une perspective historique

Autor: Maurer, Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344744

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'intervention soviétique en Afghanistan dans une perspective historique

par Pierre Maurer

« Aujourd'hui encore, on aime citer en Afghanistan cette remarque de Lénine qui n'a rien perdu de sa portée: ‹ Entre l'Afghanistan et la Russie, il n'y a pas de questions qui puissent susciter des désaccords ou jeter ne fût-ce qu'une ombre sur l'amitié russo-afghane. › »[1]

Introduction:

Avant son irruption soudaine en décembre 1979 dans les médias et peut-être dans les consciences du monde occidental, l'Afghanistan a une histoire, certes mal connue ou volontairement ignorée, mais néanmoins riche de tensions et de bouleversements, à la mesure de ce pays situé dans l'espace et le temps à la croisée des Empires.

L'Afghanistan a été qualifié d'Etat tampon, ce qui aux yeux de certains auteurs matérialise la victoire de la diplomatie russe sur l'anglaise puisque c'est vers 1885-1891 que les Russes auraient en quelque sorte persuadé les Britanniques de neutraliser l'Afghanistan, objet depuis longtemps de la convoitise des deux Empires. Pour d'autres, au contraire, l'occupation anglaise de l'Afghanistan a été légitimée par le traité de Gandamak (1878); elle a mis un terme à la pénétration russe (fixation de la frontière russo-afghane par le traité anglo-russe de 1891) et l'influence anglaise a été reconnue par les Russes au Congrès de Berlin (1878).

Quoi qu'il en soit, vers cette époque, l'expansion coloniale russe en Asie centrale est, pour l'essentiel, temporairement achevée et consolidée, tandis que pour la Grande-Bretagne est atteint, après de nombreux échecs, l'objectif poursuivi tout au long du XIXe siècle: non pas annexer l'Afghanistan, mais y contrer les visées russes et surtout constituer un glacis entre son empire des Indes et l'empire tsariste d'Asie centrale.

L'Afganistan, quant à lui, soucieux de son indépendance et de sa sécurité, s'est constamment efforcé d'agir de manière à ne pas provoquer ses deux grands voisins, tout en évitant d'entretenir avec l'un ou l'autre des relations trop étroites. Une sage politique qu'il abandonnera dès après la Révolution bolchevique en Russie[2] et qui le mènera d'année en année à nouer des liens économiques, militaires, puis politiques de plus en plus serrés avec

[1] Ignatov Alexandre. *Temps nouveaux*, N° 45/novembre 1977, p. 23.

[2] «N'ayant plus rien à craindre désormais du grand voisin du Nord qui, devenu bolchevique, avait proclamé la libération de tous les peuples soumis au tsar...» Fleury Antoine. *La pénétration allemande au Moyen-Orient 1919-1939: le cas de la Turquie, de l'Iran et de l'Afghanistan.* Leiden: Sijthoff, et Genève: I.U.H.E.I., 1977 (collection de relations internationales N° 5), p. 280.

l'Union soviétique (voir les tables chronologiques annexées).

Mais c'est surtout les années cinquante qui verront croître l'influence de l'URSS en Afghanistan et se renforcer une coopération sinon exclusive, du moins omniprésente dans tous les secteurs d'activité et la vie politique du pays. Malgré quelques revirements ou prises de distances des dirigeants afghans envers l'Union soviétique, l'influence des communistes afghans, formés, aidés, orientés par le PCUS, sera telle qu'à la suite de plusieurs coups d'Etat qu'ils soutinrent ou fomentèrent, l'Afghanistan deviendra un Etat socialiste auquel s'appliquera de plein droit, selon les normes du droit socialiste, ce que l'Occident a qualifié de «doctrine Brejnev» et qui manifeste, en cas de crise, l'appartenance indéfectible d'un pays au «premier cercle» de la communauté des Etats socialistes.

A propos de l'intervention militaire soviétique de décembre 1979 en Afghanistan, nous tâcherons, en particulier à la lumière des événements intervenus en Afghanistan en 1979, de répondre à deux questions, l'une classique, éminemment pratique, concernant la politique extérieure soviétique, l'autre plus théorique, plus délicate aussi, touchant à la fiabilité du contrôle dans le système communiste mondial:

1 L'Union soviétique a-t-elle repris à son compte le vieux rêve tsariste d'expansion vers le Sud et, par son intervention militaire de décembre 1979, voulu rendre irréversibles ses gains stratégiques en Afghanistan, afin de parfaire l'accomplissement d'une étape de sa poussée vers le golfe arabo-persique?

2 L'intervention militaire de l'URSS en décembre 1979 doit-elle être comprise comme une tentative maladroite de reprise en main d'une situation devenue pour elle comme pour le régime afghan proprement incontrôlable par d'autres moyens, ou au contraire comme une étape inévitable, logique, quoique circonstancielle, du renforcement de son contrôle sur un Etat de la périphérie ayant déjà atteint le stade de l'irréversibilité?

I. La dimension externe ou la poursuite de la conquête:

> *«Votre pays est le seul Etat musulman indépendant du monde, et le destin donne au peuple afghan la grande tâche historique de rassembler autour de lui tous les peuples musulmans asservis pour les conduire sur la voie de la liberté et de l'indépendance.»*[3]

1. L'URSS a-t-elle repris à son compte le vieux rêve tsariste d'expansion en Asie centrale?

L'intervention militaire soviétique en Afghanistan a souvent été interpré-

[3] Lettre de Lénine au roi Amanollah datée du 27 novembre 1919, citée par Michaël Barry in: *Le royaume de l'insolence. La résistance afghane du Grand Moghol à l'invasion soviétique.* Paris: Flammarion, p. 236.

tée, au-delà du simple soutien armé apporté à un régime communiste vacillant, comme la réalisation d'une étape dans l'effort continu de l'Empire du Nord – fût-il tsariste ou socialiste – de gagner des territoires vers le sud, en débordant périodiquement sa frontière méridionale pour annexer les régions périphériques. Bien des éléments militent en faveur de cette thèse, si l'on s'en tient à la seule prise en compte chronologique des *gains territoriaux réalisés en Asie centrale par la Russie tsariste au XIXe siècle et confirmés par la Russie bolchevique au XXe siècle*. Certains auteurs cependant en contestent le bien-fondé au nom de l'absence de continuité idéologique entre les deux régimes.

1. La conquête et la «pacification» de l'Asie centrale:

A partir de 1828, une poussée continue de la Russie tsariste s'exerce en direction d'Istanbul, du Caucase et de l'Asie centrale. La deuxième moitié du XIXe siècle voit notamment la Russie – à l'instar des Etats d'Europe occidentale lancés dans la colonisation des territoires d'outre-mer – se tailler un empire par le fer et par le sang dans la région du Turkestan musulman[4], des rivages orientaux de la mer Caspienne et des émirats ou khanats musulmans de Boukhara, Khiva, Kokand et Merv. Pour ces expéditions militaires, plusieurs justifications sont invoquées, dont l'écho ne se perdra pas tout à fait lorsqu'il s'agira de légitimer une nouvelle avancée: assurer la sécurité de la frontière et des régions méridionales de l'Empire, contrecarrer l'influence anglo-saxonne, châtier les bandes rebelles, pacifier, mettre en valeur, commercer, sédentariser[5]. La tâche ne sera certes pas facile: nombre de soldats et d'officiers du tsar y laisseront leur vie.

La conquête tsariste de la région ne marquera le pas qu'en atteignant, en 1884, la frontière nord de l'Afghanistan, c'est-à-dire un pays partiellement contrôlé par la Grande-Bretagne (qui a en charge les relations extérieures afghanes depuis 1880 et entretient sur place de nombreux postes et garnisons militaires) et dont la Russie a du reste reconnu qu'il appartenait à la sphère d'influence anglaise. A plusieurs reprises déjà, la Grande-Bretagne a d'ailleurs signifié à l'émir de Kaboul les limites qu'elle entendait assigner à une éventuelle pénétration de l'influence russe en Afghanistan[6]. Cette

[4] Pendant l'été 1873, le général russe «Kaufmann, quinze jours durant, massacre des milliers de Yomonds qui ont eu le tort de lui résister». Dupaigne Bernard. «L'expansion coloniale russe en Asie centrale (1840-1980)». *Les Temps Modernes*, N°s 408-409, juillet-août 1980, p. 59. Pendant l'hiver 1881, le général Skobelev prend la forteresse de Geok Tepe. «Vingt mille Turkmènes seront massacrés ce jour-là, dont huit mille femmes et enfants. La sauvagerie russe brise la résistance...» Dupaigne B., *op. cit.*, p. 60.

[5] Dupaigne B., *op. cit.*, p. 56.

[6] «Les Anglais fixent, en 1869, le Syr-Daria comme la limite de leurs intérêts, mais il est trop tard, le fleuve est déjà franchi» (par les armées russes). Dupaigne B., *op. cit.*, p. 58.

volonté fut même principalement à l'origine des première et deuxième guerres anglo-afghanes de 1838 et 1878.

En 1885 toutefois, les Russes ne résisteront pas à la tentation d'envahir puis d'annexer une nouvelle portion de territoire afghan jouxtant leur frontière méridionale, annexion entérinée ultérieurement par les accords anglo-russes de délimitation de cette frontière, en 1887. Seule la victoire du Japon sur la Russie en 1905 marquera l'arrêt, pour un temps, de l'expansion russe en Asie.

Avec l'arrivée au pouvoir à Moscou des Bolcheviques et les théories de Lénine sur la libre détermination des peuples, l'Asie soviétique connaîtra encore quelques velléités indépendantistes, quelques soubresauts islamiques, quelques accès de «nationalisme petit-bourgeois» vite réprimés. Les espoirs suscités par les promesses de mise en œuvre du principe d'autodétermination seront rapidement ramenés à de justes proportions et les auteurs des timides tentatives de secouer le vieux joug colonial à la raison. Nombre de «bandits» refuseront, sous la conduite de chefs parfois prestigieux[7], de céder à l'infidèle venu du Nord et, dans plusieurs contrées, la pacification ne sera effective que longtemps après l'annexion officielle du territoire: les expéditions se poursuivront jusqu'à l'année 1922 et la *pax sovietica* ne règnera définitivement dans les nouvelles républiques soviétiques du Kazakhstan, du Turkménistan, d'Ouzbékistan, du Kirghistan et du Tadjikistan que vers le début des années trente.

L'émir afghan Amanollah, pourtant d'abord enclin à des rapports de bon voisinage et de coopération aussi étroits et fructueux que possible avec la Russie soviétique (traité du 28 février 1921), s'inquiètera même en 1922 auprès de l'ambassadeur soviétique de l'entrée de l'Armée rouge à Khiva et Boukhara, en violation d'une clause du traité soviéto-afghan de 1921. Il lui sera répondu en des termes[8] que Leonide Brejnev reprendra presque mot à mot à l'aube de l'année 1980 pour justifier l'envoi quelques jours auparavant d'un «contingent limité» de troupes soviétiques en Afghanistan.

2. *La thèse de la différence fondamentale entre les desseins tsaristes et la politique extérieure soviétique:*

En dépit des nombreuses similitudes perceptibles, la politique extérieure de l'URSS – mais faut-il vraiment la qualifier d'extérieure dans le cas de l'Afghanistan? – viserait des objectifs radicalement différents, quoique par des moyens assez similaires, de ceux de

[7] Tels Enver Pacha, envoyé par Lénine mais qui sera tué à la tête des «basmatchi» (brigands) le 4 août 1922, ou Ibrahim Bek qui combattra jusqu'en 1931. Dupaigne B., *op. cit.*, p. 70.

[8] La lettre de l'ambassadeur soviétique au gouvernement afghan, datée du 20 février 1922, est reproduite dans Michaël Barry, *Le royaume de l'insolence. La résistance afghane du Grand Moghol à l'invasion soviétique*, Paris: Flammarion, 1984, pp. 239-240.

la politique de l'empire tsariste. Seule l'illusion d'optique, pour ne pas dire notre condition d'aveugles politiques, nous conduirait donc à tenir pour comparables des faits et des motivations si dissemblables dans leur essence même.

Selon l'un des défenseurs de cette thèse, l'intervention militaire soviétique de 1979 ne peut être analysée «en termes de nouvelle étape de la poussée multiséculaire de la Russie vers l'Est et vers le Sud», parce que cette interprétation supposerait «une continuité totale de la politique extérieure soviétique avec les visées expansionnistes de la Russie tsariste». Or une telle perspective serait erronée, puisque «on ne saurait surtout envisager la politique extérieure d'un pays comme un comportement parfaitement autonome, sans lien avec l'organisation politique, économique et sociale dont il s'est doté»[9].

Il nous semble, en réalité, que seul l'habillage idéologique diffère, sans pour autant parvenir à masquer intégralement à la fois la psychose sécuritaire de l'Empire du Nord et son désir constant de pousser plus au Sud, lorsque les circonstances le permettent, son avantage stratégique conçu en termes économiques et militaires.

Deux types de considérations démontrent selon nous l'inanité du *prétexte de discontinuité historique, politique ou idéologique* mis en œuvre pour soutenir l'idée d'une justification d'une autre nature dans le cas de l'intervention soviétique:

– D'une part, dans le cas de la Russie tsariste comme dans celui de l'Union soviétique, l'idée de protection du flanc méridional est avancée. «L'impérialisme a déclenché une véritable guerre non déclarée contre la révolution afghane. Cela a aussi créé une menace directe à la sécurité de notre frontière méridionale. Cette situation nous a contraints à accorder l'aide militaire que demandait l'Afghanistan ami», a notamment déclaré Leonide Brejnev lors du XXVIe Congrès du PCUS[10], un argument déjà invoqué en 1864 par la diplomatie tsariste dans le mémorandum du prince Gortchakov afin de justifier, au nom de l'«impérieuse nécessité» qu'il y a à se protéger des «tribus demi-sauvages et errantes ne possédant aucune organisation sociale fixe», l'imminente invasion russe en Asie centrale[11].

Une argumentation à l'intention des chancelleries européennes déjà frappée en son temps du sceau de l'idéologie, puisqu'elle assimilait cette nouvelle poussée russe vers le Sud à l'entreprise coloniale des Occidentaux, en insistant sur l'identité des motivations de «tous les Etats civilisés». A en croire Gortchakov, l'expansionnisme russe est purement

[9] Metge Pierre. *L'URSS en Afghanistan. De la coopération à l'occupation: 1947-1984*. Paris: CIRPES, 1984, p. 13.

[10] *Pravda* du 24 février 1981. In: *La vérité sur l'Afghanistan. Documents, faits, témoignages*. Moscou: APN, 1981, p. 7.

[11] Barry M., *op. cit.*, pp. 148-150.

«contraint, défensif, civilisateur et humanitaire...»[12]

De nos jours, l'argument de la différence fondamentale des conceptions et visées politiques des régimes tsariste et soviétique ne paraît pas davantage unanimement accepté puisque, pour certains, «la conquête (soviétique) de l'Afghanistan continue l'expansion coloniale russe du XIXe siècle, et se fait selon le même processus que celui suivi par les bolcheviques. Les Soviétiques ont d'abord utilisé la volonté réformiste des nationalistes afghans... Le pouvoir pris, les communistes le gardent pour eux seuls, et exécutent impitoyablement tout opposant potentiel. En Afghanistan, cette deuxième étape, menée trop brutalement, a provoqué un soulèvement généralisé et la résistance de tout le pays. Les troupes soviétiques sont alors intervenues pour mettre en place un gouvernement qu'elles espèrent plus acceptable.»[13]

– D'autre part – et c'est là le second type de considération annoncé – l'Armée rouge, comme jadis l'armée tsariste, ne s'en tient pas à la lutte contre les «basmatchi», encore appelés aujourd'hui «bandes armées contre-révolutionnaires», c'est-à-dire aux opérations de protection, de défense ou de maintien de l'ordre sur les territoires où son intervention a été jugée nécessaire ou peut-être sollicitée[14].

Cette armée d'aujourd'hui édifie certes les mêmes fortins, bastions et citadelles qui jalonnaient pour celle d'hier l'itinéraire conquis et constituaient autant d'oasis sûres où préparer l'assaut suivant, même si ces modernes cantonnements portent aujourd'hui le nom de bases aériennes. Mais, en outre, elle assume la lourde tâche de préparer le terrain à l'*annexion*, comme par exemple dans le Pamir dont la population constituée de 7000 nomades kirghizes a été déplacée afin de permettre la «cession» de ce territoire éminemment stratégique à l'Union soviétique[15].

Faut-il pour autant en déduire que l'intervention soviétique ne visait qu'à préserver ou acquérir des gains économiques, politiques et stratégiques pour l'URSS dans la région? C'est cette question qu'il convient à présent d'examiner.

2. L'analyse en termes de gains géopolitiques de l'intervention soviétique de 1979:

L'examen de l'intérêt stratégique éventuel de l'Afghanistan pour l'Union soviétique se pose en des termes distincts mais complémentaires, relevant de l'économique, du politique et du militaire.

[12] Barry M., *op. cit.*, p. 150.

[13] Dupaigne B., *op. cit.*, p. 55.

[14] C'est à la demande expresse et réitérée du «gouvernement» afghan que les Soviétiques affirment avoir accédé en entrant massivement en Afghanistan, un argument que le tsar ne semble pas avoir eu la clairvoyance ou le cynisme d'invoquer, mais que l'on trouve déjà expressis verbis dans la réponse au gouvernement afghan de l'ambassadeur Raskolnikov en 1922.

Sur le plan économique, l'Afghanistan appartenait peu avant l'intervention aux 25 pays les plus pauvres du monde avec un revenu par habitant inférieur à 80 dollars. Son premier partenaire commercial était déjà l'URSS dont provenaient notamment tous ses biens d'équipement, son pétrole et ses armements, en échange de son gaz naturel et de ses produits agricoles. Depuis plusieurs années, et après le cantonnement des activités économiques américaines dans le sud du pays puis leur extrême raréfaction, tous les grands projets d'équipement du pays (énergie, industrie, voies de communication, bases militaires) furent l'œuvre des Soviétiques qui avaient en outre le monopole de la prospection minière et de l'exploitation du gaz naturel. La dépendance de l'Afghanistan à l'égard de l'Union soviétique était encore plus considérable si l'on songe à son endettement (en 1975, par exemple, a été accordé par l'URSS un prêt de 412 millions de dollars pour la réalisation en cinq ans de projets économiques, dont la construction de six aéroports dans le nord du pays) et à sa totale sujétion en matière d'encadrement et de formation. (Les conseillers soviétiques étaient présents dans tous les ministères, toutes les administrations et les usines; entre 1955 et 1978, plus de 20 000 jeunes Afghans ont été formés en URSS – dont 7000 officiers contre seulement 600 aux Etats-Unis.) Mis à part l'exploitation systématique et intensive du gaz naturel et des richesses minérales[16], le profit économique de l'intervention de 1979 apparaît donc purement accessoire comparé au fardeau que font peser l'occupation et la guérilla sur l'économie soviétique.

Sur le plan politique, force est d'admettre également que l'Union soviétique n'avait dans l'absolu rien à gagner en intervenant militairement d'une manière si ostentatoire et brutale que son image de champion de la détente et de la coexistence pacifique, mais aussi la perception du communisme comme une idéologie de la paix ne pouvaient qu'en pâtir gravement. Au-delà des prétextes invoqués par le bloc socialiste, le monde s'est ému de la violation de l'indépendance et de la souveraineté d'un petit Etat musulman, non aligné, ne présentant aucune menace politique pour l'URSS, et se montrant au contraire en général extrêmement complaisant à son égard. Toutefois, *l'URSS n'a pas choisi d'intervenir*. Nous sommes certes loin d'un quelconque état de nécessité, mais il

[15] Il s'agit de l'accord du 16 juin 1981 (dont les clauses sont restées secrètes) concernant la cession d'une partie du Wakhan (*Annuaire Français de Droit International*, 1981, table chronologique), ainsi que d'un accord de 1982 entérinant l'annexion de l'oasis de Panjdeh («L'Afghanistan cinq ans après l'intervention soviétique». La Documentation française: *Problèmes Politiques et Sociaux*, N° 499, 16 novembre 1984, pp. 13-14).

[16] Nous renvoyons notamment sur ce problème à l'article de Pierre Gentelle: «Les rapports économiques entre l'Afghanistan, l'URSS et les démocraties populaires d'Europe». *Le Courrier des pays de l'Est*, N° 256/novembre 1981, pp. 33-47.

faut convenir que l'URSS eût assurément préféré n'avoir pas à faire montre, en la circonstance, de sa puissance militaire. A contrario, la perte de son influence prépondérante en Afghanistan eût signifié un recul politique et une défaite idéologique également intolérable, eu égard à la situation frontalière de l'Afghanistan par rapport à l'URSS, mais aussi et surtout au stade d'«édification de la société socialiste» auquel était parvenu ce pays dans l'optique soviétique et, enfin, à la possible valeur de précédent de cette défaite dans la lutte pour la conquête idéologique du monde islamique[17]. *Il fallait à tout prix empêcher l'effondrement du régime communiste en Afghanistan.*

Enfin, en matière de position stratégique évaluée sous l'angle militaire, l'invasion de l'Armée rouge marque bien une nouvelle étape de la progression de l'Empire du Nord vers l'Asie du Sud. Tout en se gardant de l'«assimilation abusive de l'URSS à la vieille Russie»[18], en raison de la différence de leurs visées idéologiques respectives ou encore de leur système économique et politique, cette nouvelle poussée «transforme l'Afghanistan en base militaire et bouleverse le rapport des forces au Moyen-Orient»[19].

Certes l'Empire tsariste convoitait, à travers la conquête de l'Afghanistan, non pas les terres baignant le golfe Arabo-Persique, mais plutôt les riches terres du bassin de l'Indus, alors que la préoccupation principale de l'URSS dans cette région est définie par ses adversaires comme étant l'accès aux richesses pétrolières du golfe et, par conséquent, le contrôle de la zone d'où l'Occident tire l'essentiel de ses approvisionnements énergétiques. A notre avis, ces deux objectifs ne sont plus aujourd'hui exclusifs l'un de l'autre, car il apparaît que l'édification de bases aériennes stratégiques sur le toit du monde (couloir du Wakhan)[20], de même que la multiplication des autres bases aériennes et des dépôts d'armements ne répondent pas exclusivement au seul souci défensif toujours réaffirmé par l'Union soviétique, mais constituent bien, de l'avis de la majorité des Etats du monde, un renforcement de la menace militaire que ce pays fait peser dans cette région pour la préservation et la diversification de ses intérêts.

II. La dimension interne ou les acquis irréversibles du socialisme:

«Les responsables soviétiques sont des gens raisonnables. Leurs intérêts ne pourraient être que

[17] Barry M., *op. cit.*, p. 11.

[18] Barry M., *op. cit.*, p. 9.

[19] Dor R., «Note sur le Pamir afghan». *Les Temps Modernes*, N°s 408-409, juillet-août 1980, pp. 100-106.

[20] Selon Jean-Charles Blanc, l'objectif des Bolcheviques aurait été notamment, dès les années 20, de faire de l'Afghanistan un modèle à but de propagande pour les pays musulmans d'alentour.
«Les communistes afghans». *Les Temps Modernes*, N°s 408-409, juillet-août 1980, p. 85.

lésés par une attaque de l'Afghanistan. Le pays représenterait un poids économique pour l'URSS. Le contrôler coûterait cher et serait difficile. Surtout, une telle agression aurait un impact désastreux sur les nations neutres d'Asie et d'Afrique.»[21]

L'étude de l'invasion soviétique en Afghanistan sous le seul angle stratégique ne rend pas compte de l'éventail des motifs qui poussèrent les dirigeants de l'Union soviétique à tenter de contrôler une situation devenue précaire, explosive dans le pays lui-même et, à terme, dangereuse par son *pouvoir de contamination pour d'autres pays socialistes*, voire pour les républiques musulmanes de l'URSS.

En intervenant activement, les Soviétiques agissaient assurément pour leur propre compte – ce qu'il nièrent, nient encore et continuent de nier avec une belle constance – mais également au profit d'une minorité d'Afghans. Non pas forcément en faveur de ceux qui exerçaient alors le pouvoir, et Amin nous en administre la preuve post mortem, mais plutôt de ceux qui, conscients d'appartenir à l'élite des travailleurs, et donc au PDPA, ne pouvaient admettre ni permettre que se transforme en expérience trop douloureuse le passage au socialisme, ni que débouchent sur la restauration d'un régime de type antérieur entièrement asservi à la «réaction» et à l'«impérialisme» les longs et patients efforts déployés pour le triomphe de la révolution et l'«édification d'une société socialiste».

Bien entendu, les Soviétiques ont prétendu agir d'abord dans l'intérêt du peuple afghan tout entier mais aussi dans celui de la communauté des Etats socialistes. C'est d'ailleurs à ce titre que s'opère la mise en œuvre du *principe de «solidarité internationaliste»*.

C'est justement cet aveu d'un trop grand altruisme qui nous fait dire que leur générosité n'était sans doute pas exempte d'arrière-pensées. Pour tenter de les discerner et mettre en évidence l'intérêt à agir des promoteurs de l'intervention, il est nécessaire de poser deux questions, auxquelles nous nous efforcerons d'apporter des éléments de réponse:

1 L'intervention de l'URSS doit-elle être interprétée comme une tentative de reprise en main par ce pays d'une situation lui échappant?
2 Au regard de plus de six années de guerre civile internationalisée et de l'absence de tout espoir prochain de «normalisation» ou de règlement du conflit, peut-on estimer que les risques potentiels recélés par cette intervention étaient mal calculés?

1. L'intervention soviétique perçue comme tentative de redresser une situation compromise:

Dans l'analyse qu'ils font des raisons de l'entrée massive des troupes

[21] Teplinski Leonide. *Temps nouveaux*, N° 14/avril 1979, p. 11.

soviétiques sur le territoire afghan, tous les connaisseurs de l'Afghanistan moderne et les experts en kremlinologie s'interrogent sur la dimension purement «internationaliste» de l'action militaire soviétique, c'est-à-dire qu'ils mettent en corrélation la nature communiste du régime de Kaboul, dont le pouvoir s'avère d'ailleurs dès 1978 de plus en plus précaire, avec les intérêts idéologiques de Moscou dans son projet de révolution communiste mondiale.

Quoiqu'*il nous semble peu convaincant de vouloir séparer les visées stratégiques de la superpuissance soviétique agissant en tant que telle et les desseins révolutionnaires à l'échelle mondiale de ce même «premier Etat socialiste»*, la dimension internationaliste a très certainement joué un rôle de premier plan dans la maturation, le déroulement et peut-être le dénouement de la «question afghane»[22]. C'est pourquoi nous entreprenons ci-après l'examen de la situation intérieure en Afghanistan à la veille de l'intervention soviétique, dans le but de vérifier ou d'infirmer la thèse du risque de perte de contrôle de la situation par l'URSS.

1. La thèse officielle:

Dans un discours tenu au Kremlin en octobre 1980, le nouveau leader afghan Babrak Karmal justifia à posteriori l'élimination d'Hafizullah Amin en invoquant le tort causé par ce dernier à la cause communiste. A propos des auteurs mêmes de ce renversement de situation, il insista, dans un premier temps, davantage sur le rôle du parti communiste afghan lui-même que sur le soutien direct apporté par l'Union soviétique: «Le 27 décembre 1979, la majorité saine et patriote de notre parti, traduisant la volonté inflexible du peuple, a sauvé la révolution et éliminé le régime sanglant de H. Amin. Une deuxième étape de la révolution a commencé... *Les traîtres avaient causé un grave préjudice à la cause du parti et de la révolution...*»[23]

Soulignant, dans une allocution prononcée lors du XXVIe Congrès du PCUS, le travail effectué sous la direction du PDPA par la Révolution d'avril pour «éliminer le joug féodal et l'influence de l'impérialisme», Babrak Karmal mentionnera à nouveau les difficultés de la tâche et qualifiera en termes dénués d'ambiguïté les obstacles rencontrés sur la voie du socialisme: «Le PDPA a surmonté résolument au cours du développement de la révolution *toutes les dénaturations, ainsi que l'approche antirévolutionnaire, subjectiviste et traître à l'égard de la révolution du peuple d'Afghanistan.*»[24]

[22] Pour Kaboul, comme pour Moscou, la «question afghane» est une pure invention des milieux impérialistes, un concept de bataille... Voir notamment les propos de B. Karmal, rapportés par la *Pravda* du 17 octobre 1980. In: *La vérité sur l'Afghanistan...*, *op. cit.*, pp. 35-36.

[23] *Pravda* du 17 octobre 1980. In: *La vérité sur l'Afghanistan...*, *op. cit.*, p. 27.

[24] *Pravda* du 21 février 1981. In: *La vérité sur l'Afghanistan...*, *op. cit.*, p. 10.

Cependant, «le retard général du pays, la maturité insuffisante du PDPA, la trahison consciente d'Amin, cet agent de l'impérialisme, et de ses acolytes»[23], maux dénoncés tardivement par B. Karmal comme par Moscou[25], n'expliquent, sous l'angle soviétique, l'urgence à agir qu'en admettant que le trouble de la situation politique afghane sur le plan purement interne constitue une menace effective annonçant une modification imminente du rapport des forces en Afghanistan au détriment de l'Union soviétique. C'est ce que Leonide Brejnev admet explicitement lorsqu'il invoque comme critère déterminant de la décision soviétique *l'«agression étrangère», la «guerre d'agression non déclarée»* menée en Afghanistan par les forces de la réaction, de connivence avec l'impérialisme et le révisionnisme[26].

2. *La montée du péril:*

En premier lieu, la situation sur le terrain des communistes afghans fin 1979 n'était pas brillante, la Révolution d'avril 1978 courant à sa perte et Amin «ne se maintenant au pouvoir qu'au prix d'une répression sanglante» ayant déjà fait plusieurs dizaines de milliers de victimes, tandis que son gouvernement était «déchiré par les luttes de clans et les rivalités personnelles»[27].

La crise interne avait atteint son paroxysme avec l'élimination de Taraki en septembre 1979. Avant de le présenter, en 1980, comme un agent de la CIA, Messieurs Brejnev et Kossyguine furent les premiers à le féliciter pour son élection à la tête du Conseil révolutionnaire. Pourtant, «le Kremlin accorde-t-il alors une petite chance à Amin? C'est peu probable. Dès la fin septembre, il prépare une solution de rechange»[27] dont Amin n'était pas dupe, puisqu'il dénonça, en présence des ambassadeurs des pays de l'Est, le complot dont il était l'objet de la part des Soviétiques. Le bruit courut dès lors à Kaboul que les Soviétiques avaient l'intention de se débarrasser d'Amin et le télégramme qu'ils lui adressèrent le 5 décembre 1979 ne mentionnait pas son nom[28].

En mars déjà, les mouvements rebelles avaient déclaré la «guerre sainte» contre le pouvoir de Kaboul et les conseillers soviétiques, et plusieurs mutineries, émeutes ou coups de main en mars, juin, juillet et août avaient accru l'insécurité des «coopérants soviétiques» et des représentants du

[25] L'envoyé spécial du journal *Le Monde* ironise à propos d'un entretien avec H. Amin: «Très vite, il est clair que l'interview n'est qu'un prétexte pour répéter tout ce qu'on peut lire dans la presse officielle. Les questions précises sur les exécutions, l'ampleur de la rébellion sont éludées. Les journalistes soviétiques sont d'ailleurs là pour occuper le terrain et poser des questions ‹constructives› sur le plan quinquennal et la production agricole...» *Le Monde*, 10 août 1979.

[26] Interview de L. Brejnev à la *Pravda*. *Pravda* du 13 janvier 1980. In: *La vérité sur l'Afghanistan...*, *op. cit.*, p. 14.

[27] *Le Monde*, 16 janvier 1980.

[28] *Temps nouveaux* rend compte de ce télégramme dans son N° 51/décembre 1979.

PDPA. En été 1979, 80% du territoire et 50% de la population échappaient plus ou moins au contrôle du gouvernement[29] et les désertions étaient déjà nombreuses dans l'armée afghane. A plusieurs reprises les Soviétiques étaient entrés en action sans faiblesse pour réduire des mutineries ou exercer des représailles sur la population avec les chars et l'aviation.

Jamais pour le pouvoir communiste afghan, confronté à la rébellion ouverte et armée contre ses réformes (notamment la réforme agraire et la campagne d'alphabétisation, prétexte au prosélytisme marxiste-léniniste ainsi qu'à la lutte antireligieuse) de toutes les couches de la société, la contestation n'avait été aussi profonde ni aussi violente, et par conséquent le danger aussi grand de se voir renversé sans espoir de se rétablir, faute d'assise populaire véritable. L'analyse des sources de mécontentemenet montre en effet que toutes les classes et tous les milieux sociaux ont manifesté peu ou prou leur opposition aux réformes et ont donc été touchés par «la répression barbare contre de larges couches de la société afghane, contre des cadres du parti, des militaires, des intellectuels et des membres du clergé musulman, précisément contre les couches sur lesquelles s'appuyait la Révolution d'avril»[30].

En outre, les actes de résistance au régime mettaient, sinon en péril, du moins en question la présence massive de «conseillers» (militaires et civils) soviétiques en Afghanistan. En 1979, ce ne sont pas moins de 15 000 Soviétiques qui séjournaient sur le territoire afghan au titre de la coopération amicale, soit 4000 conseillers civils dans les ministères et un millier de conseillers militaires pour une armée à l'effectif théorique de 100 000 hommes. Encore ce chiffre ne prend-il pas en considération les représentants soviétiques des entreprises du secteur industriel et commercial, ni le contingent de troupes soviétiques déjà stationné en Afghanistan[31].

Il n'est donc pas douteux que «*le régime révolutionnaire afghan était menacé de décomposition interne* par l'incapacité d'Amin, non seulement à lutter efficacement contre la rébellion mais à mettre de l'ordre dans son propre parti, à faire cesser les luttes de clans sanglantes, à donner une base populaire à la révolution. Telle est la première raison de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. Les dirigeants du Kremlin ne pouvaient pas assister sans réagir à l'effondrement de la Révolution d'avril.»[32]

2. L'hypothèse des risques mal calculés:

Dès le lendemain de l'intervention soviétique de décembre 1979, la plu-

[29] *Le Monde* du 8 août 1979 parle de routes coupées, garnisons assiégées, villes inaccessibles, opérations de guérilla à proximité de bases aériennes soviétiques.

[30] Interview de L. Brejnev à la *Pravda* du 13 janvier 1980. In: *La vérité sur l'Afghanistan...*, *op. cit.*, p. 14.

[31] *Le Monde*, 4 février 1976.

part des analystes se posèrent la question de savoir quelles pourraient être les conséquences éventuelles d'un échec de ce que certains qualifiaient d'«aventure militaire» ou de «coup de poker» et d'autres de tentative malhabile et hasardeuse d'arbitrer une crise politique interne. Estimant que l'URSS s'était fourvoyée en recourant à la mise en œuvre sur une vaste échelle de moyens militaires, s'exposant ainsi au reproche de s'être livrée à une «agression au sens du droit international», d'aucuns évoquèrent la perspective d'un «Viêt-nam islamique».

En tout état de cause, la question du risque couru par les décideurs soviétiques doit être envisagée sous un double éclairage:

1 au plan de la politique extérieure de l'Etat soviétique, dont la diplomatie repose sur la réaffirmation continue et l'élargissement du champ d'application des *notions de détente et de coexistence pacifique*;
2 au plan du système communiste mondial où les arguments d'«assistance fraternelle» et d'«aide multiforme» (en exécution des dispositions d'un traité et aussi des lois non écrites, mais néanmoins fort contraignantes, de l'*«internationalisme socialiste»*) étaient susceptibles d'être perçus comme autant de prétextes idéologiques à une simple *ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat* formellement souverain, indépendant et non aligné.

Notre intention, cependant, n'est pas d'apporter une réponse à ces deux vastes questions (parce qu'une telle réponse relève davantage de l'analyse des *répercussions mondiales de l'intervention soviétique*, telles qu'exprimées par la communauté internationale au sein d'organismes ou d'organisations internationales et par les partis communistes au sein du mouvement communiste international) mais plutôt d'essayer de déterminer:

1 si l'URSS avait ou non en 1978/1979 une perception fausse de la situation intérieure afghane, et
2 si, étant résolue à intervenir parce que les circonstances l'exigeaient et que les conditions étaient soudain réunies, l'URSS avait sous-estimé l'ampleur et la portée des réactions internationales et surtout l'opiniâtreté de la résistance afghane.

1. La perception soviétique de la situation intérieure afghane:

Plusieurs mois avant la destitution, à la mi-septembre 1979, de N. M. Taraki par H. Amin, les Soviétiques connaissaient très précisément à la fois *l'ampleur des rivalités au sein du parti communiste afghan et la détérioration de la situation politique intérieure*, y compris en ce qui concernait *l'hostilité ouverte manifestée par une partie de la population à leur égard.*

Il est certes comme toujours très difficile de discerner en temps réel dans les publications soviétiques les signes d'une perception de tous ces éléments. Ainsi, les événements du 19 mars 1979

[32] *Le Monde*, 18 janvier 1980.

à Hérat, qui firent environ 200 morts parmi les conseillers soviétiques et leurs familles, furent relatés en termes non équivoques par les organes soviétiques qui stigmatisèrent l'action des «forces antipopulaires»: «A la mi-mars, à Harat (sic), troisième ville du pays, plusieurs milliers de rebelles, de provocateurs et de bandits s'emparèrent des casernes de l'armée, de l'arsenal et des dépôts de vivres, entraînèrent dans leur action contre-révolutionnaire une partie des citadins, provoquèrent des troubles religieux et des affrontements avec les troupes gouvernementales.»[33]

Ces événements sont certes imputés aux manœuvres depuis l'étranger des «services spéciaux américains et britanniques» et aux «instructeurs militaires pakistanais et chinois», mais également aux organisations maoïstes et à l'«Association des Frères musulmans».

A vrai dire, très tôt, les Soviétiques n'ont pu ou su déterminer avec précision les raisons de la résistance aux mesures mises en œuvre par l'équipe de Taraki-Amin. Ils invoquèrent donc la conspiration extérieure et un faisceau, une profusion de mobiles inspirés par l'impérialisme[34]. Cette recherche de facteurs extérieurs, de même que la surabondance des intentions malignes prêtées à un trop grand nombre d'Etats, dénote pour le moins un certain embarras quant à la sélection des causes pertinentes de cette «déstabilisation» de l'Afghanistan.

Des troubles dans diverses provinces sont encore énumérés et mis sur le compte de la «réaction intérieure». Seules les manifestations violentes à l'encontre des «chouravi» (Soviétiques) ne sont pas mentionnées.

Malgré les affirmations péremptoires quant à «la certitude que le dernier assaut de la contre-révolution a été repoussé et que la vie retrouve son cours normal»[35], la tonalité des analyses soviétiques trahit une réelle inquiétude sur l'issue de cette «déstabilisation ». *Les incertitudes de l'URSS concernant le triomphe de la révolution afghane «populaire et anti-impérialiste» sont donc manifestes.* Dans ce domaine, la situation ira d'ailleurs en se dégradant au cours du deuxième semestre 1979 et les Soviétiques l'ignoreront d'autant moins qu'ils en seront – et ce pour la première fois dans l'histoire de leur présence physique en Afghanistan – les victimes au sens propre du terme.

Concernant la situation dans le PDPA lui-même, les Soviétiques connaissaient également depuis longtemps les rivalités internes au sein de ce parti. Ne sont-ils pas en effet les initiateurs de la réconciliation, en juillet 1977 – c'est-à-dire quelque neuf mois avant la Révolution d'avril –, de

[33] Teplinski Leonide. *Temps nouveaux*, N° 14/avril 1979, p. 10.

[34] Voir à cet égard la multiplicité des buts supposés des Etats-Unis, de la Chine, d'Israël, du Pakistan, de l'Egypte, etc., évoquée par D. Volski, correspondant de *Temps nouveaux* à Kaboul. *Temps nouveaux*, N° 16/avril 1979, pp. 8-9.

[35] Teplinski L., *op. cit.*, p. 10.

ses deux factions, le Khalq et le Partcham[36]? Les deux composantes prosoviétiques du PDPA ignorent la discipline révolutionnaire et, quelques semaines à peine après le coup d'état communiste du printemps 1978, les leaders du Khalq (Taraki, Amin) destitueront les ministres partchami: lorsqu'à compter de l'assassinat de Taraki par Amin, il deviendra patent que les questions de personne transcendent également le clivage Khalq/Partcham, les «conseillers» soviétiques et le Kremlin verront, sauront, éprouveront combien le parti, le gouvernement et la société civile afghane sont en voie de désintégration. A ce niveau, l'ignorance, l'erreur de perception ne jouent donc aucun rôle, pas plus qu'en ce qui concerne les conséquences à tirer de cette situation. *En septembre 1979 au plus tard, et peut-être dès mars, les Soviétiques savent qu'ils seront contraints, sous une forme ou sous une autre, d'intervenir* dans la politique intérieure afghane pour y rétablir une situation désastreuse et désormais hors de contrôle des instances dirigeantes de ce pays.

Toutes les publications soviétiques traitant de l'Afghanistan à cette époque indiquent d'ailleurs clairement cette prise en compte de l'option interventionniste: les rappels de la «solidarité révolutionnaire», du «ferme soutien apporté par l'URSS», des «amis dévoués» de l'Afghanistan[37] sont à comprendre en ce sens[38]. Il ne s'agit pas simplement d'incantations rituelles mais de sévères *mises en garde pour qui connaît à l'époque la détérioration de la situation afghane* et peut donc déchiffrer, à la lumière des événements dramatiques, la volonté et la résolution des gardiens de la foi et du temple, c'est-à-dire des idéologues et des stratèges de Moscou.

Cependant, certaines phrases laissent à penser que tout n'est pas limpide dans l'analyse que font les Soviétiques lorsqu'ils supputent les chances des autorités afghanes de reprendre la situation en main, comme lorsqu'ils recherchent les causes du mécontentement populaire grandissant: «La vie nouvelle s'édifie dans un *contexte complexe* et nécessite une riposte aux ennemis», écrit ainsi l'un des commentateurs de la réalité afghane[39]. La Révolution afghane est en danger! C'est le cri lancé avec persistance

[36] Blanc Jean-Charles. «Les communistes afghans». *Les Temps Modernes*, N°s 408-409, juillet-août 1980, pp. 95-96. L'assassinat de M. A. Khaïbar, précise-t-il, soude la réconciliation des deux factions en faisant apparaître la nécessité de renverser Daoud, menaçant le parti communiste d'élimination.

[37] Voir notamment:
Teplinski L. «Le peuple défend sa révolution», *op. cit.*, p. 11.
Volski Dmitri. «Les rouages de la conspiration antiafghane». *Temps nouveaux*, N° 16/avril 1979, pp. 8-9.

[38] Une «Conférence internationale de solidarité avec le peuple d'Afghanistan» se tiendra d'ailleurs pendant l'été 1979 à Kaboul, sous l'égide du Conseil Mondial de la Paix.
Choubine V. «Aujourd'hui, demain, toujours». *Temps nouveaux*, N° 36/septembre 1979, pp. 6-7

[39] *Temps nouveaux*, N° 17/avril 1979.

durant l'été 1979 par tous les observateurs soviétiques sur le terrain et répercuté dans les médias[40] avant qu'un silence gêné se fasse en septembre sur la situation en Afghanistan jusqu'au renversement d'Amin, fin décembre[41].

Des éléments rassemblés ci-dessus, il nous paraît donc possible de conclure que les Soviétiques connaissaient parfaitement, en 1979, la situation dramatique dans le parti communiste afghan et dans le pays, que *l'URSS avait de longue date envisagé bon gré mal gré l'hypothèse et bien entendu étudié les modalités d'une intervention militaire massive en Afghanistan*, dans le cas où la situation politique continuerait à se dégrader, ce dont ils ne doutaient plus, assurément, depuis l'été. Seule leur manquait peut-être une appréciation fiable de la détermination d'une grande partie du peuple afghan à résister les armes à la main, même une fois déclenché le processus de l'occupation militaire proprement dite.

2. *L'URSS a-t-elle sous-estimé l'ampleur des réactions à son intervention militaire?*

Les réactions à l'intervention militaire de l'URSS en Afghanistan furent essentiellement de trois ordres, en fonction de leurs auteurs et de leur impact éventuel sur la conduite de la politique soviétique:

1 Les réactions de la communauté internationale (Etats, organisations internationales générales ou régionales). L'Union soviétique qui a sans doute choisi entre Noël et le Nouvel An 1980, dans le contexte de la crise irano-américaine, le moment le plus favorable pour l'élimination d'Amin, a assurément soupesé les répercussions internationales de son action. Les débats au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale de l'ONU, les motions, déclarations, résolutions de la plupart des forums internationaux (Nations Unies, Conférence islamique, Parlement européen pour n'en citer que quelques-uns) témoignent de la vigueur et de l'ampleur des protestations, contrebalancées par quelques rares silences (Conférence des non-alignés à Cuba) ou approbations (Etats pris individuellement ou dans le cadre du Pacte de Varsovie ou de «Conférences de solidarité avec le peuple afghan»). Ces protestations restèrent toutefois de peu d'effet et les mesures de rétorsion envisagées perdirent même

[40] Volski Dmitri. «La Révolution afghane est visée». *Temps nouveaux*, N° 24/juin 1979, pp. 12-13.
Anatoliev G. écrit encore: «Les ennemis de la Révolution d'avril multiplient ces temps dernier les tentatives de destituer le pouvoir du peuple afghan.» *Temps nouveaux*, N° 34/août 1979, p. 8.

[41] Si l'on excepte l'annonce du décès de Taraki en octobre «à la suite d'une grave maladie» (*Temps nouveaux*, N° 43/octobre 1979, p. 3) et le télégramme de MM. Brejnev et Kossyguine à Amin à l'occasion du premier anniversaire de la signature du Traité du 5 décembre 1978 (*Temps nouveaux*, N° 51/décembre 1979).

avec le temps toute apparence d'efficacité, voire de bien-fondé, jusqu'à être parfois purement et simplement rapportées (du boycottage des Jeux Olympiques de Moscou à l'embargo céréalier, en passant par la suspension des prêts bonifiés et des transferts de technologie).

Les Soviétiques savaient pouvoir compter sur le temps comme facteur de démobilisation et d'oubli. A quelques exceptions près, les faits ont donné raison à leur réalisme froid et à leur infinie patience.

2 Les réactions à l'intérieur du système communiste mondial. Il convient ici de ne les citer que pour mémoire – en dépit des longs commentaires de la presse internationale sur ce thème – tellement le PCUS savait pouvoir les contrôler et, malgré quelques tiraillements de pure forme, à la base, dans certains PC occidentaux, pouvoir faire appel, sous couvert d'«internationalisme socialiste» et autres justifications idéologiques adéquates, au sens de la discipline révolutionnaire chez les partis frères. Encore, dans ce cas-là, convient-il de ne pas évoquer un quelconque calcul du risque, puisque d'emblée le risque n'existait pas.

3 Les réactions du peuple afghan. C'est le seul domaine dans lequel les Soviétiques ont vraisemblablement sous-estimé la capacité de résistance à l'occupation militaire de l'Afghanistan. Bien évidemment, les conseillers présents dans le pays étaient, nous l'avons dit, au fait de l'impopularité du régime communiste dont les réformes avaient mobilisé les oppositions les plus diverses dans toutes les couches de la société, ne serait-ce qu'à travers les multiples formes d'expression du mécontentement (mutineries, émeutes, pillages, attentats). Ils avaient du reste déjà été amenés à intervenir et à réagir ponctuellement à ces actions, le plus souvent en appui des forces armées régulières afghanes (et parfois contre elles, comme en août 1979 à Kaboul même) ou des services de police et de renseignement. Toutefois, les observateurs soviétiques ont constamment donné l'impression de minimiser (à dessein?) l'ampleur, le caractère farouche et l'assise populaire de cette *contestation du régime et de la présence soviétique*, mais aussi de ne pas avoir été en mesure d'analyser les causes réelles et profondes de la rébellion.

C'est précisément cette méconnaisance, et parfois ce mépris, des dimensions culturelles de la révolte (société traditionnelle de type patriarcal, attachée aux valeurs de l'islam), associés à une surévaluation des antagonismes ethniques, des inerties dues au sous-développement économique et à l'«arriération» des comportements politiques, qui sont à l'origine de l'enlisement tout relatif de l'Armée rouge en Afghanistan.

Sans doute est-ce sur ce point qu'il est possible d'évoquer un *calcul erroné des risques, le coût final de l'opération afghane devant s'avérer vraisemblablement beaucoup plus élevé en vies humaines, en frais de matériel et d'infrastructures* pour l'Union soviétique qu'elle ne l'avait initialement escompté. Mais qu'on se rassure, l'exploitation des ressources naturelles de l'Afghanistan est suffisante pour pallier ces débours supplémentaires. Seule *la perte accrue de prestige dans les démocraties occidentales et les inquiétudes soulevées dans le tiers monde* (en particulier pour les pays islamiques liés à l'URSS par des accords de coopération) à la suite de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan ne sont pas monnayables et ont pu chagriner un moment l'Union soviétique.

Conclusion

> *« Les siècles passaient, les envahisseurs se succédaient, mais les Afghans demeuraient invaincus. »*[42]

A deux reprises, depuis la chute de la monarchie afghane, l'Union soviétique a failli être évincée du jeu des forces politiques internes en Afghanistan: la première fois lorsque, sous M. Daoud (1973-1978) qui avait pris le pouvoir par un coup d'Etat fomenté avec le soutien des jeunes officiers communistes de l'armée afghane, les ministres communistes avaient été évincés du gouvernement (1974-1975), le nombre des conseillers soviétiques drastiquement réduit (de 1000 conseillers militaires soviétiques en 1972 à 200 en 1976)[43], et la traditionnelle politique de coopération soviéto-afghane abandonnée au profit d'une ouverture (économique d'abord mais néanmoins significative, sinon d'un «virage» idéologique de Daoud, du moins de sa volonté d'indépendance politique à l'égard de Moscou) en direction de l'Iran, du Koweït, de l'Arabie Saoudite et de la Chine.

Par le renversement de Daoud au profit d'une équipe (Taraki-Amin-Karmal) d'abord tout entière acquise à l'établissement d'une «République démocratique» sur le modèle agréé par Moscou pour les pays de la périphérie, et au resserrement subséquent des liens avec le centre, l'URSS avait évité «en douceur» de perdre son influence sur un pays stratégiquement et économiquement important (gaz naturel et minerais notamment) mais surtout destiné à entrer dans le club des *«pays à orientation socialiste confirmée»*[44], et qui plus est voisin immédiat de l'URSS, donc où tout

[42] Teplinski L. *Temps nouveaux*, N° 15/avril 1979, p. 10.

[43] De surcroît, M. Daoud refusa expressément à L. Brejnev, en 1977, l'éviction des «conseillers impérialistes» présents en Afghanistan.

[44] Le parallèle des situations, sur le plan idéologique et parfois stratégique, a été toutefois tracé aussi bien avec le Viêt-nam qu'avec l'Angola et l'Ethiopie. Choubine V., *op. cit.*, p. 6.

recul sur le terrain des acquis du socialisme devait être considéré comme inacceptable à priori.

Lors de la seconde alerte – en fait dès après les émeutes à Hérat, lorsqu'en août 1979 les officiers khalqui de Kaboul se révoltèrent contre l'omniprésence et la prépondérance des officiers soviétiques – l'URSS était vraisemblablement décidée à ne plus laisser le contrôle sur l'Afghanistan lui échapper, quelles que soient les vicissitudes politiques intérieures de ce pays. A plus forte raison, après la montée en puissance d'Amin dans le courant de l'été 1979 et l'accentuation de la répression politique conduisant à une résistance toujours plus large et décidée, les Soviétiques tentèrent-ils de concilier à nouveau les deux tendances du PDPA, mais ils ne parvinrent pas à redresser la situation à leur profit grâce à l'installation d'une équipe dirigeante apte à reprendre en main la situation intérieure, notamment par le biais d'une modération du rythme des réformes[45], ni à éviter l'élimination de Taraki. Dès ce moment, le sort d'Amin et de l'Afghanistan était scellé.

C'est la mise en œuvre du *concept d'irréversibilité des conquêtes du socialisme* qui explique mieux que tout autre l'obstination de l'Union soviétique à ne pas permettre un recul du socialisme en Afghanistan et, actuellement, à ne plus lâcher prise. Notre conviction, aujourd'hui, que la «révolution démocratique nationale» est entrée dans sa «deuxième étape»[46], est que l'Union soviétique, appliquant en cela les enseignements de l'annexion pure et simple de Khiva et Boukhara en 1924, «quelles que soient les protestations internationales ou les soubresauts de la résistance afghane, n'abandonnera plus ses bases puissamment fortifiées, dont elle sait que les maquisards ne pourront plus la déloger»[47].

Quant à établir le rôle exact joué par les Soviétiques dans le processus de décision et leur part active dans le déclenchement des événements fatidiques (élimination de Daoud, puis d'Amin) devant conduire au rétablissement d'une situation gravement compromise pour ce qui est notamment de la préservation de leurs intérêts stratégiques et idéologiques[48], c'est une gageure, en l'absence de tout élément d'information crédible, susceptible de corroborer ou de

[45] Une rencontre aurait eu lieu en URSS lors du retour de N. M. Taraki du sommet des non-alignés, entre ce dernier et B. Karmal, à l'instigation des Soviétiques. Mais on peut également s'interroger sur la possibilité pour un quelconque gouvernement communiste dès cette époque, sinon de rallier la majorité de la population, du moins d'apaiser le mécontentement et la révolte dans le pays!

[46] Discours de L. Brejnev. *Pravda* du 17 octobre 1980. In: *La vérité sur l'Afghanistan...*, *op. cit.*, p. 19.

[47] Barry M., *op. cit.*, p. 261.

[48] *Le Monde* pose déjà la question à propos du coup d'Etat de 1973: «Le mécanisme de la prise de pouvoir a paru, en effet, si parfaitement réglé qu'on peut se demander si les jeunes compagnons du prince Daoud ont préparé seuls le changement de régime. Ont-ils été aidés ou soutenus par les Soviétiques?» *Le Monde*, 29 août 1973.

ruiner la thèse d'une participation active de «conseillers» soviétiques à l'exécution des premières mesures de sécurité propres à assurer dans chaque cas la réussite du coup d'Etat.

La question fondamentale qui demeure posée est celle de *la survie du régime de B. Karmal* qui, comme celui de 1979, dépend de l'aide militaire soviétique, dont la seule base politique du pouvoir est encore l'Armée rouge et dont le handicap fondamental, aux yeux de toute une population, est d'avoir précisément été mis en place par les Soviétiques.

P. M.

Bibliographie

Ouvrages et numéros spéciaux de revues:

«Afghanistan». *Les Temps Modernes*, N° spécial 408-409, juillet-août 1980, 380 p. (notamment «Les communistes afghans» par Jean-Charles Blanc, pp. 83-99, «L'expansion coloniale russe en Asie centrale (1840-1980)» par Bernard Dupaigne, pp. 55-82 et «Note sur le Pamir afghan» par R. Dor, pp. 100-106).

Barry Michael. *Le royaume de l'insolence. La résistance afghane du Grand Moghol à l'invasion soviétique*. Paris: Flammarion, 1984, 305 p.

Centlivres Pierre et Micheline. *Afghanistan. La colonisation impossible*. Paris: Cerf, 1984, 274 p. (notamment «L'accession au pouvoir des communistes prosoviétiques» par Etienne Gille, pp. 179-212).

Dietl Wilhelm. *Brückenkopf Afghanistan. Machtpolitik im Mittleren Osten*. Munich: Kindler, 1984, pp. 9-71.

Fleury Antoine. *La pénétration allemande au Moyen-Orient 1919-1939: le cas de la Turquie, de l'Iran et de l'Afghanistan*. Leiden: Sijthoff, et Genève: I.V.H.E.I., 1977 (collection de Relations Internationales N° 5), pp. 302-364.

Kapur Harish. *Soviet Russia and Asia 1917-1927. A study of Soviet policy towards Turkey, Iran and Afghanistan*. Londres: Michael Joseph, 1966, pp. 213-241.

La politique soviétique en Asie du Sud. L'intervention en Afghanistan. Paris: La Documentation Française, Problèmes Politiques et Sociaux, N° 398, 26 septembre 1980, 48 p.

La vérité sur l'Afghanistan. Documents, faits, témoignages. Moscou: Editions de l'Agence de presse Novosti, 1981 (2e édition), 224 p.

Metge Pierre. *L'URSS en Afghanistan. De la coopération à l'occupation: 1947-1984*. Paris: CIRPES, 1984 (Cahiers d'études stratégiques, N° 7), 186 p.

Vogel Heinrich. *Die sowjetische Intervention in Afghanistan. Entstehung und Hintergründe einer weltpolitischen Krise*. Baden-Baden: Nomos Verlag, 1980, 389p. (notamment «Russischer und sowjetischer Expansionismus in historischer Perspektive» par Gerhard Simon, pp. 93-118 et «Die langfristigen Interessen der Sowjetunion in der Region Mittelost und die Islam-Frage in Zentralasien» par Hans Braecker, pp. 15-66).

Wiegand Winfried F. *Afghanistan. Nicht aus heiterem Himmel*. Zurich: Orell Füssli, 1980, 307 p.

Articles de périodiques (soviétiques):

Anatoliev G. «Défendre l'indépendance». *Temps nouveaux*, N° 34/août 1979, pp. 8-9.

Choubine V. «Aujourd'hui, demain, toujours». *Temps nouveaux*, N° 36/septembre 1979, pp. 6-7.

Ignatov Alexandre (envoyé spécial de *Temps nouveaux* en Afghanistan). «Mission à Kaboul». *Temps nouveaux*, N° 45/novembre 1977, pp. 22-23.

Ignatov Alexandre. Interview du président Daoud, «Le Président Daoud: les quatre ans de la République». *Temps nouveaux*, N° 48/novembre 1977, pp. 14-15.

Ignatov Alexandre. «Afghanistan. Les trois mois de la Révolution». *Temps nouveaux*, N° 35/août 1978, pp. 27-30.

Mikhaïlov K. «Afghanistan: un tapage provocateur». *La vie internationale*, N° 3/1980, pp. 113-117.

Mironov L. «La République démocratique d'Afghanistan». *La vie internationale*, N° 8/août 1978, pp. 160-162.

Mironov L. et Poliakov G. «Afghanistan: commencement d'une vie nouvelle». *La vie internationale*, N° 3/mars 1979, pp. 51-60.

Ousvatov A. «Afghanistan, République démocratique». *Temps nouveaux*, N° 20/mai 1978, p. 7.

Poliakov Guenrikh et Davydov Alexandre. «Les premiers pas de la Révolution». *Temps nouveaux*, N° 18/avril 1979, pp. 12-13.

Sikoev Rouslan. «Le jour de la République». *Temps nouveaux*, N° 29/juillet 1975, pp. 14-15.

Teplinsky Leonide. «Le peuple défend sa révolution». *Temps nouveaux*, N° 14/avril 1979, pp. 10-11.

Volski Dmitri. «Les rouages de la conspiration anti-afghane». *Temps nouveaux*, N° 16/avril 1979, pp. 8-9.

Volski Dmitri. «La révolution afghane est visée». *Temps nouveaux*, N° 24/juin 1979, pp. 12-13.

Articles de journaux (occidentaux):

Guerivière Jean de la. «L'Afghanistan, République voilée». *Le Monde*, 3 et 4 février 1976.

Guerivière Jean de la. «Les tribus contre Marx». *Le Monde*, 8, 9 et 10 août 1979.

Vernet Daniel (envoyé spécial du *Monde* en Afghanistan). «Un pays sous l'étoile rouge». *Le Monde*, 16, 17 et 18 janvier 1980.

Viratelle Gérard. «L'Afghanistan: une République qui cherche sa voie». *Le Monde*, 28 et 29 mars 1974.

La rivalité anglo-russe en Afghanistan 1809-1918

1747: Fondation du premier royaume afghan, après la révolte des tribus afghanes de Kandahar contre la Perse (1722), le territoire de l'Afghanistan étant auparavant partagé entre les empires musulmans de l'Inde et de la Perse.

1809: Première ambassade britannique auprès d'un souverain afghan pour contrer le projet, avorté après la campagne napoléonienne de Russie, d'invasion franco-russe des Indes anglaises.

1837: Victoire à Hérat des Anglo-Afghans contre les Russo-Perses.

1838/42: Invasion anglaise de l'Afghanistan pour contrer les visées russes. *1re guerre anglo-afghane*. Soulèvement de Kaboul et massacre du corps expéditionnaire anglais (un seul survivant sur 16 000 hommes) lors de sa retraite vers l'Inde. Expédition punitive anglaise. Entente anglo-afghane. Fin de l'influence russe en échange de l'indépendance intérieure afghane.

1855: Traité russo-afghan d'amitié et de non-ingérence.

1856: Soumission par les Russes de la résistance dans le Caucase, acquis de la Perse en 1828.

1865/68: La Russie occupe l'Asie centrale jusqu'à la frontière afghane.

1878/79 *2e guerre anglo-afghane* pour contrer l'influence et l'aide militaire russes. Le *traité de Gandamak* cède définitivement aux Anglais les territoires tribaux de Peshawar. Soulèvement de Kaboul et massacre de la garnison anglaise.

1880: Victoire militaire afghane sur les Anglais, mais le nouvel émir aliène à la Grande-Bretagne le contrôle des affaires étrangères de l'Afghanistan. La Russie reconnaît officiellement l'appartenance de l'Afghanistan à la sphère d'influence anglaise.

1884: Occupation par les Russes du khanat de Merv. Tension anglo-russe.

1885: Invasion russe d'une portion du nord de l'Afghanistan et annexion de ce territoire.

1887/91: Négociations anglo-russes pour délimiter la frontière russo-afghane. Attribution à l'Afghanistan du corridor du Pamir afin de séparer les empires russe et anglo-indien.

1893/95: Fixation définitive de la frontière sud-est de l'Afghanistan (ligne Durand).

1905: Victoire du Japon sur la Russie et arrêt de l'expansionnisme russe en Asie. *Traité anglo-afghan* qui attribue aux Anglais le contrôle direct de la diplomatie afghane.

1907: *Entente anglo-russe* contre l'Allemagne: la Russie reconnaît que l'Afghanistan est hors de sa sphère d'influence et accepte de traiter avec l'Afghanistan par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne.

1914/18: Neutralité pro-anglaise de l'Afghanistan durant la première guerre mondiale.

Chronologie sommaire des relations soviéto-afghanes 1918-1980

3 mars 1918: Traité de Brest-Litovsk entre la Russie et les puissances d'Europe centrale. Dans son article 7, l'Allemagne et la Russie soviétique reconnaissent «l'indépendance politique et économique de l'Afghanistan».

1er mars 1919: Dénonciation par le gouvernement bolchevique du traité de 1907 et de tous les engagements tsaristes envers la Grande-Bretagne.

27 mars 1919: *Reconnaissance officielle par la RSFSR* de l'indépendance et de la souveraineté de l'Afghanistan et établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. La Russie est le premier Etat à reconnaître l'Afghanistan comme Etat indépendant.

mai 1919: Le nouvel émir afghan Amanollah dénonce le traité anglo-afghan de 1905 et déclare la guerre à l'Angleterre avec l'approbation du régime bolchevique. *3e guerre anglo-afghane.*

8 août 1919: *Traité de Rawalpindi* par lequel la Grande-Bretagne reconnaît l'indépendance et la souveraineté de l'Afghanistan.

27 nov. 1919: Lettre de Lénine à l'émir Amanollah évoquant la possibilité d'une lutte commune russo-afghane contre les Britanniques aux Indes.

13 sept. 1920: Signature du *traité soviéto-afghan d'amitié* (dit *traité du 28 février 1921* parce que ratifié par les Soviétiques le 28 février 1921 et par les Afghans en août 1921).

20 fév. 1922: Lettre de l'ambassadeur soviétique Raskolnikov en réponse aux protestations du gouvernement de Kaboul concernant l'entrée des troupes russes sur les territoires des émirats de Khiva et Boukhara (en violation notamment des termes du traité du 28 fév. 1921).

1924/25:	Assistance technique soviétique pour la création d'une aviation militaire afghane et la formation d'officiers en URSS. Bombardement par l'aviation soviétique de régions en rébellion contre Kaboul.
31 août 1926:	*Traité soviéto-afghan de neutralité et de non-agression* dit *Pacte de Paghman.* (Renouvelé en 1931 puis prorogé en 1936, 1955, 1965 et 1975 pour une durée de 10 ans.)
28 nov. 1927:	Accord aérien soviéto-afghan concernant la création d'une ligne aérienne Kaboul-Tachkent, la construction d'aéroports, l'achat d'avions soviétiques et la formation de pilotes afghans en URSS.
3 juil. 1933:	Convention soviéto-afghane sur la définition de l'agression, signée à Londres entre l'URSS et huit autres Etats. Ces conventions sont dites *« Pactes orientaux ».*
26 avr. 1936:	Accord commercial entre sociétés soviétiques et afghanes.
5 nov. 1947 et 14 août 1948:	Accords entre organisations commerciales soviétiques et afghanes.
17 juil. 1948:	Premier accord *intergouvernemental* soviéto-afghan concernant les échanges commerciaux et les procédures de clearing.
1950:	Accord de transit soviéto-afghan concernant les exportations afghanes.
27 janv. 1954:	Accord commercial soviéto-afghan avec octroi de crédits.
28 juin 1955:	Accord de transit soviéto-afghan faisant suite à la fermeture par l'Afghanistan de sa frontière avec le Pakistan.
déc. 1955:	Accord militaire soviéto-afghan concernant la formation de l'armée afghane en URSS, les livraisons d'armes et la présence de conseillers militaires soviétiques en Afghanistan.
28 janv. 1956:	Traité commercial et financier soviéto-afghan et accords particuliers de mars, juin et juillet.
1956:	Visite de Khrouchtchev et Boulganine à Kaboul.
mai 1959:	Traité d'élargissement de la coopération soviéto-afghane en matière économique et technique.
4 mars 1960:	Accord soviéto-afghan de coopération culturelle et scientifique (renouvelé tous les cinq ans jusqu'en 1980).
mars 1960:	Accord concernant l'exploitation du pétrole, du gaz naturel et des minerais.
1964:	Inauguration de la route Kaboul - Salang - URSS construite gratuitement par l'URSS.
10 mai 1967:	Accord concernant la fourniture de gaz naturel afghan pendant une durée de 18 ans.
avr. 1972:	Accords financiers soviéto-afghans.
1975:	Accord concernant la construction de six aéroports dans le nord de l'Afghanistan.
1976:	Visite de N. Podgorny à Kaboul.
avr. 1977:	*Traité soviéto-afghan sur le développement de la coopération économique* conclu pour une durée de trente ans.
début 1978:	Daoud demande l'exclusion de Cuba du mouvement des non-alignés.
15 mai 1978:	L'URSS prend en charge l'organisation des forces de sécurité afghanes.
23 mai 1978:	Accord commercial soviéto-afghan et conclusion de seize contrats particuliers.
juil. 1978:	Accord concernant la construction de l'aéroport de Chir Khan Bandar.

5 déc. 1978: *Traité soviéto-afghan d'amitié, de bon voisinage et de coopération.*

13 mars 1980: Communiqué commun soviéto-afghan concernant l'accord sur la «présence temporaire d'un contingent limité» de troupes soviétiques en Afghanistan.

Histoire intérieure de l'Afghanistan de 1963 à 1979
(accent mis sur l'histoire du PC afghan)

1953/63: Mohammed Daoud premier ministre, ministre de la Défense et ministre des Affaires étrangères.

1er oct. 1964: Nouvelle Constitution (monarchie constitutionnelle).

1er janv. 1965: *Fondation du PDPA* (Parti Démocratique Populaire Afghan ou Parti populaire démocratique d'Afghanistan) par Khaïbar, Taraki, Amin, Karmal, Ratebzad. Taraki est élu Secrétaire général du PDPA.

1965: Quatre communistes, dont B. Karmal et A. Ratebzad, sont élus au premier Parlement.

1966: Interdiction du journal du PDPA, *Khalq*.

1967: Eclatement du PDPA en deux factions pro-soviétiques, Khalq et Partcham. B. Karmal crée le journal *Partcham*.

1969: B. Karmal et A. Ratebzad sont les deux seuls élus communistes au nouveau Parlement.

1970: Heurts à l'Université de Kaboul entre marxistes et intégristes musulmans.

16-17 juil. 1973: *Coup d'Etat de Daoud, avec l'aide d'officiers communistes. Proclamation de la République.* Daoud devient président de la République, premier ministre, ministre de la Défense et ministre des Affaires étrangères. Création d'un Conseil de la Révolution présidé par Daoud. Dictature militaire de fait. Cinq ou six ministres communistes au gouvernement.

1974: Début de l'organisation d'une opposition islamique d'exil à Peshawar.

1974/75: *Purge du gouvernement des ministres communistes.* Adoption de la Constitution républicaine. Dissolution du gouvernement et du Comité central révolutionnaire (Conseil révolutionnaire?). Fondation du parti unique dit «Parti National Révolutionnaire».

1976: *Diminution du nombre des conseillers soviétiques* et infléchissement de la politique de Daoud envers les régimes arabes conservateurs.

1977: Visite de Daoud à Moscou. Brejnev lui demande de chasser tous les «conseillers impérialistes», ce que Daoud refuse.

juil. 1977: Réconciliation des deux factions du PDPA.

17 avr. 1978: Assassinat par des inconnus de l'idéologue du PDPA Mir Akbar Khaïbar. Daoud fait arrêter les responsables communistes de la manifestation de protestation, sauf Amin.

27-30 avr. 1978: *Coup d'Etat communiste*, grâce aux officiers khalqi de l'armée de l'air. Daoud et sa famille sont exécutés. Le Conseil révolutionnaire proclame la République démocratique d'Afghanistan. Nur Mohammed Taraki est nommé président du Conseil révolutionnaire et premier ministre. Karmal est vice-premier ministre et vice-président du Conseil révolutionnaire. Amin est vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères. L'URSS reconnaît ce gouvernement le même jour.

été 1978: Début de la résistance et répression militaire.

juil 1978: *Tous les ministres partchami sont destitués* et B. Karmal est envoyé à Prague comme ambassadeur.

19 oct. 1978:	L'Afghanistan adopte le drapeau rouge.
2 déc. 1978:	Lancement de la réforme agraire.
mars 1979:	Les mouvements rebelles déclarent la «guerre sainte» contre le pouvoir de Kaboul et les conseillers soviétiques.
19 mars 1979:	Mutinerie à Hérat. Environ 200 Soviétiques sont assassinés. La répression soviétique fait plus de 20 000 victimes.
26-27 mars 1979:	Pont aérien de matériel soviétique sur Kaboul.
27 mars 1979:	Taraki devient président de la République et président du Conseil de défense. Amin est nommé premier ministre.
août 1979:	A Kaboul, révolte des officiers khalqi contre les conseillers militaires soviétiques.
14-16 sept. 1979:	*«Démission» de Taraki.*
16 sept./ 8 oct. 1979:	Assassinat de Taraki.
3 nov. 1979:	L'URSS fait entrer vingt bataillons en Afghanistan.
3-7 déc. 1979:	Pont aérien de transport de troupes soviétiques sur Kaboul.
24 déc. 1979:	Début de l'arrivée massive de troupes et matériels soviétiques sur tout le territoire de l'Afghanistan.
26-27 déc. 1979:	*Karmal annonce* (depuis Tachkent?) *qu'il est le nouveau président de l'Afghanistan.* Amin est exécuté.